

Sommaire

Editorial

p. 1

Quelques réflexions et interrogations sur l'évolution du travail social

p. 1

Au cœur de notre action, la transmission des expériences, des connaissances et des valeurs

p. 3

Lectures

p. 4

Au jeu de l'action sociale, saisir la balle au bond

p. 5

Colloque du 24 mai 2017 à Strasbourg – argumentaire

p. 6

Editorial

22 février 1967, le diplôme d'état d'éducateur spécialisé a 50 ans

Pour en parler le CNAHES vous donne rendez-vous à Strasbourg le 24 mai 2017.

« *Le métier d'éducateur spécialisé est né en même temps que le Petit Robert. Au cinéma cette année-là on pouvait voir sur les écrans les 12 Salopards et Jacques Demy sortait les Demoiselles de Rochefort. Dans l'air s'élevait le premier Concorde et les Beatles chantaient... Dans cette époque mouvementée où les événements de 1968 commençaient à fermenter, dans les frimas d'un 22 février est paru le décret instituant le DEES* » (Jean-Marie Vauchez).

Le CNAHES propose d'interroger l'histoire, de retrouver les acteurs, de leur redonner vie, de questionner la manière dont les pratiques, le poids de certains événements ont pu forger en 1967 une identité professionnelle.

Ce sera aussi une formidable occasion de réfléchir ensemble sur le mouvement de transformation qui est à l'œuvre aujourd'hui et de nous interroger sur ce qui continue à donner du sens au métier d'éducateur et de l'énergie à tous pour continuer.

Bernard Heckel, président

Mireille Charonnat, Déléguée régionale Hauts-de-France

Des dates à noter :

Le prochain colloque national du CNAHES organisé en partenariat avec l'ESTES aura lieu le **mercredi 24 mai 2017 à Strasbourg**, avec pour titre : « **50 ans d'histoire du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé : quelles perspectives d'avenir ?** » Un hommage à Marc Ehrhard y sera rendu (Voir argumentaire du colloque en page 6).

La remise du **Prix Françoise Tétard, 2^{ème} édition**, aura lieu le 16 juin 2017 à l'IRTS Parmentier – Paris

Ce numéro a été réalisé par la Délégation régionale CNAHES des Hauts-de-France

Quelques réflexions et interrogations sur l'évolution du travail social

A travers la construction progressive des politiques sociales de l'Etat-Providence, grâce à « l'aiguillon et le poil à gratter » des associations, les métiers de la Solidarité se sont constitués dans tous les domaines où *l'humain* est en souffrance, en danger ou exclu de la vie économique et sociale.

Les valeurs fondatrices toujours en mouvement

Comme l'avait fait Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité en 1982, la

légitimité du travail social doit être réaffirmée en référence à ses valeurs fondatrices : la *solidarité*, *l'action sociale*, *l'éthique humaniste*. Mais aujourd'hui, dans un contexte de fortes mutations, de crises et de perte de repères, ces valeurs sont bousculées et connaissent des dérives de sens ou sont instrumentalisées :

- **La solidarité**, les solidarités sont trop souvent réduites à l'assistantat, au redistributif mécanique ou comptable au moment où la crise

nécessite plus que jamais un appui sur le sens profond des solidarités entre catégories sociales, générations, territoires et l'action plurielle de tous les acteurs institutionnels, publics et associatifs. L'étymologie du terme solidaire (solidum : ce qui unit, tient ensemble, rend solide) prend ici tout son sens.

Dans ce champ de la solidarité, une confusion et un effet réducteur apparaissent entre, d'une part l'accompagnement émancipateur

s'inscrivant dans la durée, impliquant l'accueil, la prise en compte de la singularité et du rythme de la personne, et d'autre part l'aide ponctuelle inscrite dans des dispositifs administratifs ou des actions humanitaires d'urgence et récurrentes. Les deux formes sont nécessaires, bien sûr, mais la seconde s'amplifie au risque de modifier en profondeur l'exercice du travail social, fondé d'abord sur une solidarité de parcours inclusif durable.

- **L'action sociale** est donc perçue comme coûteuse, renvoyée de ce fait au caritatif, alors qu'elle est essentielle comme indicateur du développement humain d'une Société. A la fois filet de protection face aux accidents de la vie mais également contributif à la cohésion, au vivre ensemble. La diversité des populations et des problématiques rencontrées nécessite ouverture d'esprit, travail en équipe et en partenariat, affirmation collective du lien social..., bases d'un travail conjoint des professionnels et des bénévoles.

- Dans ce contexte, **l'éthique** ou la réflexion sur le sens des actions apparaissent plus centrales encore. L'interrogation permanente sur les actes posés au regard des valeurs de *respect*, de *dignité*, d'*altérité*... doit être au cœur de la professionnalité. Comment rendre audibles les valeurs cardinales de la rencontre, de la participation des personnes, de la réciprocité, du don/contre-don... qui sont constitutives de toute assistance, de toute action sociale ? Faut-il trouver un langage plus médiatique, « moderne », pour évoquer ces valeurs désuètes, renvoyées à l'après-guerre et l'émergence de l'*idéal* européen ? Comment transmettre cette éthique à la fois horizon et outil questionnant la qualité des actions ? Comment conjuguer éthique de conviction, de responsabilité et de communication dans un contexte souvent marqué par le court terme, le rentable, le souci gestionnaire et la norme ? Questions complexes mais fondamentales qui précisément

doivent se situer à l'échelon de la solidarité européenne « « Que voulons-nous encore faire ensemble, maintenant qu'on ne se fait plus la guerre ? » (D. Cohn-Bendit).

Mais sans attendre le mouvement lent des institutions, comme le colibri de la légende, nous avons à prendre, là où nous sommes engagés, notre part d'indignation, de résistance et d'imagination pour traduire, modestement, nos convictions en actes solidaires.



Réunion plénière du CNAHES
Nord Pas-de-Calais

Les contraintes de la réglementation, à intégrer... et à dépasser

Une deuxième réflexion porte précisément sur la dimension sécuritaire et normative qui, par l'effet conjugué du contexte socio-économique, de l'Etat d'urgence et du carcan réglementaire prédomine dans notre société et se diffuse subrepticement dans les projets sociaux. **Le risque** est perçu uniquement comme dangereux, angoissant, hors normes, etc. Qu'en est-il de son autre versant positif et dynamique : le risque de la rencontre, le risque de l'échec comme apprentissage de l'autonomie, le risque de l'expérimentation par essais-erreurs, le risque du projet « Oser ensemble », bref le risque du « pas de côté » ?

Toute l'action des fondateurs de l'action publique ou bénévole, de Bernard Lory à l'Abbé Pierre, ne s'est-elle pas construite sur la **prise de risques** : bousculer, déranger, réveiller les consciences et agir dans un collectif avec détermination et méthode... ?

Les petits pas du quotidien

Une troisième réflexion porte précisément sur le comment faire ? Il me semble que deux notions

apparaissent centrales et fécondes dans l'action sociale aujourd'hui; celle de **parcours** et celle d'**accompagnement**. Elles sont complémentaires. Il est nécessaire de les promouvoir résolument.

Pendant très longtemps les destins humains, les parcours de vie étaient tracés par la naissance, l'accès ou non à la connaissance, l'appartenance sociale et professionnelle. Ces destins, hier inscrits dans un collectif social, politique, religieux ou autre, apparaissent aujourd'hui moins protégés mais aussi plus ouverts... On peut l'observer dans les choix conjugaux, familiaux, les orientations et exercices professionnels mais aussi dans les itinéraires de vie des personnes un moment ou durablement exclues ou en marge... Ce qui apparaît essentiel dans ce cadre, c'est que les petits pas du parcours d'inclusion, d'insertion ou simplement de la fin du parcours de vie soient accompagnés avec bienveillance en respectant rythme et choix de la *personne*. C'est à la fois affaire d'attention à l'*autre*, d'empathie mais aussi de méthodologie et de choix dans l'organisation des institutions et services. Trop souvent les dispositifs segmentent, stratifient en fonction de catégories administratives et budgétaires ce qui devrait partir des réalités, des besoins et de l'approche globale de la personne. La dichotomie actuelle du sanitaire et du social en est l'illustration permanente...

En conclusion de ces réflexions, on mesure l'importance de rendre communicable l'action du travail social, de rendre compte de son activité dans une société démocratique qui souhaite légitimement connaître l'emploi des deniers publics. Se pose donc la question de l'évaluation et ses corollaires : Quelle est l'efficacité ou l'efficience des interventions sociales? Quels sont les critères qualitatifs d'une action pertinente? Jusqu'où va la transparence? Comment rendre compte de l'invisible, de l'indicible, de l'intime au cœur du travail professionnel ?

Autant d'interrogations à prolonger au sein de nos délégations et dans d'autres écrits...

Denis Delerue
Ancien directeur d'IRTS

Au cœur de notre action : la transmission des expériences, des connaissances et des valeurs...

La transmission : un processus complexe, ancré dans l'histoire de l'humanité qui inscrit chaque individu dans une succession signifiante donc dans l'historicité.

Au CNAHES, le maillage entre hier et aujourd'hui se traduit depuis toujours par des colloques, des séminaires, des journées d'études, des articles, des recherches, le recueil d'archives, de témoignages, de mémoire, des histoires de vie...

Depuis presque 10 ans, la délégation Nord Pas-de-Calais s'est donné pour objectif de « faire lien » avec les générations futures de travailleurs sociaux à partir d'échanges autour de nos parcours et de nos expériences pédagogiques.

Un investissement régulier et collectif dans le cursus de formation des nouveaux éducateurs

Nous avons pour cela investi la plupart des lieux de formation. Le pari étant fait que ces espaces entr'ouverts pouvaient devenir des lieux d'analyse, d'élaboration de réponses, des espaces de reconnaissance, de construction, d'ouverture, d'initiation pour les professionnels débutants...

Notre cible principale a été les étudiants entrant en formation. Une partie de la délégation régionale du CNAHES participe donc à l'animation de la journée de rentrée, interventions plénières, ateliers... un exercice « d'échanges dynamiques intergénérationnel », en quelque sorte un passage de relais.

D'emblée les étudiants se sont montrés sensibles à notre participation, à la question des valeurs professionnelles, de la posture professionnelle, et plus spécialement à l'engagement, à la prise de risques, à la créativité, au rapport avec la hiérarchie...

Mais il ne suffit pas de raconter nos histoires pour qu'il y ait

transmission, pour qu'elles fassent sens, entre passé, présent et avenir et aient valeur d'exemple pour les étudiants. Il nous est apparu très vite que cet exercice nécessitait pour nous, membres du CNAHES, une préparation sérieuse donc un temps avec les formateurs et la mise en place d'un « cadre » afin de faire émerger ou de clarifier le sens du projet que nous voulions partager, entre autres :

- La question du contexte relationnel (place de témoin actif dans lequel s'effectue ce travail, collectif).
- La mise en évidence des processus qui aident à comprendre les engagements dans le monde professionnel, mais aussi les ruptures, les cohérences, les transversalités, les évolutions sociales et historiques y compris celles encore à l'œuvre aujourd'hui.
- Une exploration interdisciplinaire et des croisements thématiques entre intervenants associant mémoire, éducation et recherche appliquée.
- Une présentation dynamique avec mise en évidence de la transformation des pratiques à partir de choix assumés en explorant les marges de manœuvre possibles.
- Une mise en évidence des ressources individuelles et collectives dans les équipes concernées.

Notre réflexion actuelle nous amène aujourd'hui à faire d'autres propositions :

1/ Poursuivre les interventions auprès des étudiants tout en faisant évoluer la forme et le fonds

- une seconde rencontre avec ces mêmes étudiants avant la fin de leur formation (évaluation des écarts entre leurs intentions initiales et

leurs projets, leur perception du métier, les stratégies développées, les difficultés rencontrées... mais aussi une piqûre de rappel CNAHES avec des conseils stratégiques éventuels ;

- le développement du rapport à l'histoire lors de la présentation de leurs monographies.

2/ Étendre et différencier notre cible

Les constats faits en 2016 lors de nos différentes interventions ont mis en évidence une évolution importante du mode de management et de l'encadrement qui interroge, une modification importante des cadres intermédiaires : manager, coordonnateur, responsable de site, chef de projet, pompier de service... avec une prévalence pour la gestion, l'organisation, le sécuritaire, le normatif, la logique de prestataire... avec de moins en moins d'espace pour le projet, de temps pour la relation médiatrice, pour l'initiative, pour l'écoute, pour l'analyse...

Qu'est devenu le rôle de passeur du cadre intermédiaire? Où est-il, entre le politique, l'économique, l'administratif, le garant des valeurs, de l'imaginaire commun, des savoirs... ?

Quelles réponses est-il en mesure d'apporter à l'équipe mise à mal par un nouveau cadre qui s'accompagne de procédures, d'indicateurs de bonnes pratiques mettant à mal les espaces quasi fortifiés qui structuraient jusqu'alors leurs activités cliniques, éducatives, rééducatives et pédagogiques. L'équipe se sent remise en cause non seulement dans ses pratiques professionnelles mais aussi dans l'identité même de son métier (reconnaissance, légitimité, engagement...).

Sans effort de transmission, notre Association périlitera !

Histoire, présent et avenir doivent se conjuguer pour donner du sens aux projets institutionnels.

Pour reprendre les propos de Christian Mercier : « *vieillir pour une institution, ce n'est pas disparaître mais s'obliger à transmettre* »

➤ **Etendre notre cible aux cadres intermédiaires :**

Construire, avec les intéressés des interventions pour les cadres intermédiaires en lien avec les écoles préparant le CAFDES, le CAFERUIS, le DEIS... ce niveau d'encadrement étant privilégié en tant qu'interface entre les équipes de terrain et la direction, c'est aussi un niveau qui favorise les échanges, l'interaction, la transmission...

Nous rejoignons à ce stade les réflexions du Conseil d'administration sur l'intérêt de construction de modules pédagogiques sur la base des données archivistiques du CNAHES.

➤ **Mobiliser les héritiers :**

Quelques pistes :

- Se servir des rencontres avec les cadres intermédiaires pour tisser du lien avec les associations, les établissements mais aussi pour assurer le renouvellement des membres vieillissants du CNAHES. Comme pour beaucoup d'associations, nos dirigeants bénévoles vieillissent, les pionniers nous quittent peu à peu et leurs « enfants retraités » s'épuisent.

- Même si nous participons encore aujourd'hui à quelques conseils d'administration, il faut bien constater que nos liens avec les équipes de terrains sont de plus en plus distendus ainsi que notre connaissance de ces héritiers, des transformations, des ruptures... il nous faut au plus vite trouver de nouveaux maillons encore en activité dans la chaîne de transmission.

- Mettre en place en Région une stratégie de communication, de partages, de diffusion et de développement en direction des Associations, des personnels, des

Écoles, des chercheurs, des historiens...

- Solliciter chacun de nos adhérents afin qu'il nous désigne au sein de sa structure une « personne ressource », interlocuteur privilégié qui se charge de diffuser à l'interne les informations du CNAHES et qui s'engage à nous faire remonter les travaux, les recherches, les événements pouvant avoir une portée historique.

- Trouver un volontaire parmi nos adhérents pour constituer un fichier rassemblant méthodiquement des informations (adresse, mail...), prendre contact avec les futurs retraités...

- Développer à côté de nos adhérents actifs une cohorte d'adhérents « personnes ressources » pouvant contribuer ponctuellement à nos travaux.

➤ **Quelle transmission des savoirs et enjeux pour l'intervention sociale ?**

Cet axe interroge prioritairement les contenus et modalités de nos interventions, le sujet est vaste, il nécessite d'être travaillé avec les formateurs des Ecoles, avec les professionnels, avec les usagers, avec les chercheurs, les historiens, à partir des contributions de chacun (mémoires, recherches, archives, témoignages...). Il suppose également que nous soyons attentifs aux enjeux propres à chacune des dimensions de l'intervention sociale telles que : construction, transformation, transmission des savoirs et à leurs inter-relations.

Du sur mesure qui demande une organisation, une méthodologie, une disponibilité, des bénévoles, des compétences... sans jamais perdre de vue que cette transmission puisse se transformer en mouvement et en force utilisables par les générations futures.

*François Lespagnol
ancien directeur médico-social*

LECTURES LECTURES LECTURES

L'histoire de la Sauvegarde des Yvelines vient de paraître, racontée par l'Association des retraités de la Sauvegarde des Yvelines. Elle s'étend sur plus d'un siècle, de 1876, année de sa création pour accueillir des enfants libérés de prison et délaissés, jusqu'à 1961. Cette histoire témoigne de l'évolution des idées, du combat d'hommes et de femmes remarquables pour la protection des enfants et leur éducation.

« **Au fil du temps** », Ed. L'Harmattan, 284 p. – 27,55 €

Une fois n'est pas coutume : signalons un roman historique qui retrace la vie d'une femme, Marguerite Sirvins, née en 1890, internée à 40 ans à l'asile de Saint-Alban, en Lozère, jusqu'à sa mort en 1957, pour schizophrénie. Artiste, créatrice de broderies remarquées notamment par Jean Dubuffet, dont l'une est actuellement exposée au musée d'art brut de Lausanne. L'auteure, suisse, décrit, après de longues recherches historiques, la vie à l'asile : Les conditions de vie y sont si rudes que les pensionnaires y meurent de froid, de faim ou de maladies dues au manque d'hygiène.

« **Un lieu sans raison** » d'Anne-Claire Decorvet, Ed. Campiche, CH 1350 Orbe, 426 p. – 40 FS – diffusé en France.

Vient de paraître, de **Fernand Deligny**, « **Lettres à un travailleur social** » avec une postface de Pierre Macherey. Dans ces 50 Lettres à un travailleur social, Deligny souligne la tension même qu'il y a à être un travailleur social, c'est-à-dire quelqu'un qui travaille le social, travaille les mots qui le constituent et nous lient, ou au contraire nous séparent.

Ed. L'Arachnéen, 192 p. – 16 €

La Lettre du CNAHES

Directeur de la publication :
Bernard Heckel

63, rue Croulebarbe 75013 Paris
ISSN 1777-3431

info@cnahes.org - www.cnahes.org

La lettre est éditée et routée avec le concours de Nexem et mise sous pli par les militants du CNAHES Ile-de-France.

Au jeu de l'action sociale, saisir la balle au bond

QUELLES INITIATIVES, QUELLES MARGES DE MANCEUVRES POUR L'ACTION SOCIALE AUJOURD'HUI ?

Invité à la table ronde (journée régionale du 20 mars 2016 pour les 20 ans du CNAHES) pour évoquer initiatives et marges de manœuvres pour l'action sociale, j'ai décidé de faire un pas de côté. J'ai saisi la balle au bond et je l'ai laissé ricocher !

Je me suis laissé dire que les bonnes pratiques d'hier sont devenues les mauvaises habitudes d'aujourd'hui !

Et pourtant toutes les innovations d'aujourd'hui s'enracinent dans le passé.

Auparavant il fallait que ça tourne !

Un bon éducateur, c'était celui qui tenait son groupe, qui faisait que ça tournait !

Un bon cadre, c'était celui qui tenait son équipe qui faisait que ça tournait !

Cette routine convenait à certains, les éducateurs attrapaient de la bouteille et mettaient au pas les petits nouveaux. J'en ai même connu qui abusaient de la bouteille.

Mais il y avait aussi ceux qui développaient une pensée tout azimut, en dehors des itinéraires connus,

Ce genre de mecs, un peu azimuté, prenait des risques au-delà du raisonnable, diront certains aujourd'hui ! Les cadres le savaient, ils leur rappelaient qu'il y avait des règles à suivre par une formule du genre « déconnez pas trop les mecs ! »

Mais en occupant le terrain, en mouillant le maillot ils entraînaient les jeunes avec eux.

Plus le temps passe et plus j'ai l'impression qu'il y a du monde dans les tribunes et de moins en moins de gens sur le terrain. Et ceux que je vois dans les tribunes, ils ont troqué le maillot contre le parapluie.

De nos jours, il ne faut plus que ça sorte du cadre !

Un bon éduc doit garder un œil sur le projet personnalisé, et un autre sur l'enfant.

D'une oreille il doit être à l'écoute de la famille, de l'autre, il doit être à l'écoute de son chef.

De la main droite, il doit savoir rédiger une note pour le juge et de la main gauche, un compte rendu de la réunion de partenariat.

Un bon éducateur doit être connecté en permanence, d'ailleurs le téléphone portable à la ceinture a remplacé le trousseau de clés que portaient ses prédécesseurs.

Une addiction en a remplacé une autre.

De nos jours, un bon cadre doit s'assurer que tout le monde reste dans les clous, tout en développant une pensée proactive et projective dans le respect du risque zéro et la maîtrise des coûts

C'est vrai, après tout, pourquoi oserait-on penser en dehors du cadre ?

Nous avons les 45 recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'ANESM, qui viennent baliser le champ du social : entre 50 et 150 pages à chaque fois soit quelques 4 000 à 5 000 pages et ce n'est pas fini ; il y en a d'autres en préparation !

On a voulu vous faire croire qu'adopter une démarche qui respecte cette nouvelle bible du social serait le gage d'une

bonne démarche de qualité et d'une bonne évaluation avec la cerise sur le gâteau : une bonne nouvelle habilitation alors qu'au final, c'est le principe du moindre coût qui guide nos financeurs.

Et ce n'est pas fini ! Moi, je pense que les directeurs et cadres dirigeants vont devoir bénéficier d'un stage au cirque éducatif de Douai. Je leur conseille une formation d'équilibriste car après l'ANESM, ils ont inventé l'ANAP, l'Agence nationale d'appui à la performance des établissements. Voilà qu'il va falloir faire de mieux en mieux avec de moins en moins de moyens !

Mais le pire est à venir ; voici qu'est apparu un nouveau syndrome ; le syndrome post-Noël.¹

Il ressemble fort au syndrome de Stockholm.

De la lingerie de nos Etablissements à la salle du conseil d'administration, en passant par le bureau du directeur, se développe une sorte d'empathie, voire une sorte de contagion émotionnelle vis-à-vis des tarificateurs qui nous privent de moyens, pour notre bien : « Les pauvres, ils font ce qu'ils peuvent avec le peu qu'ils ont ! »

Quelles initiatives, quelles marges de manœuvres pour l'action sociale aujourd'hui ? me direz-vous !

Face à ce nouveau syndrome qui nous guette, un seul mot d'ordre : « créer et résister ».

Il n'est plus temps de se dire que le temps va changer les choses, en fait le temps ne fait que passer et nous devons changer les choses nous-mêmes. Pour éviter que l'approche du travail social ne soit plus que comptable.

Si nous ne défendons pas notre identité, nos valeurs, la plus-value de notre travail, nul ne le fera pour nous.¹

Créer et résister, chacun de sa place, c'est oser penser en dehors du cadre, pour retrouver des marges de manœuvres et d'initiatives dans le travail social.

Créer et résister, autant prêcher dans le désert diront certains, ça ne sert à rien ! Qui sait ? Il y en a un qui l'a fait, il y a deux mille ans et on en parle encore !

*

Quelques tweets sont arrivés pendant la conférence :

Gérard de Loos nous écrit : « Les travailleurs sociaux d'aujourd'hui se posent beaucoup de questions, les jeunes d'aujourd'hui ont-ils le temps d'attendre qu'ils finissent de réfléchir aux questions qui découlent de la question initiale pour que l'on s'occupe d'eux ? »

¹ Si nous ne disons rien, nous développerons le syndrome de post-noël, une variante du syndrome de Stockholm qui nous conduira à adopter les idées des autres. Le travail social a un coût dont nous n'avons pas à avoir honte !

Roland du Pavé nous écrit : « depuis la loi 2002-2, certains travailleurs sociaux semblent atteints de mutisme sélectif, symptôme complexe et mystérieux. Eux, qui savaient tant parler à la place des familles, restent sans voix, et ne semblent ne plus savoir parler par eux-mêmes et pour eux-mêmes »

François des Hauts de France nous écrit : « le conseil général contribue fortement à l'effet de serre la vis, les carottes sont

cuites, plus que quelques radis au fond des tiroirs ; il va falloir attendre la prochaine campagne d'élections pour mettre du beurre dans les épinards »

Paul de St Omer-les-Dunkerque nous écrit « Ma tante Charlotte a de grosses totottes, les petites associations ont intérêt à se serrer les coudes et à se serrer les ... car mon oncle Edouard a un gros CPOM ! »

E. Lemaire, cadre du social

Argumentaire du colloque CNAHES Paris - ESTES Strasbourg le 24 mai 2017 au Conseil Régional Grand Est à Strasbourg

50 ans d'histoire du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé : quelles perspectives d'avenir ?



Le diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé (DEES), qui a 50 ans le 22 février 2017, a fait suite aux accords de travail ARSEA-ANEJI du 16 mars 1958. Ces textes ont permis la qualification et la professionnalisation des éducateurs spécialisés ainsi que la reconnaissance de ce métier avec le développement des Ecoles d'éducateurs spécialisés.

50 ans après, se posent des interrogations sur l'avenir des politiques de protection, de ses institutions et sur le devenir des métiers du social.

Il est important de revenir sur l'histoire de ce métier et surtout sur ce qui a fondé la détermination des acteurs qui ont porté ce diplôme d'Etat, malgré des vents opposés, contre certains de leurs collègues et certains ministères peu enclins à reconnaître la nécessité, l'utilité et la valeur d'un travail éducatif auprès des plus démunis. Grâce à leur pugnacité et à la force de leurs convictions, ils ont obtenu la reconnaissance par la puissance publique de cette profession comme métier à part entière supposant des principes, des orientations, une définition, une formation, un statut.

Pourquoi de grands acteurs de ces démarches, comme Marc Ehrhard, Etienne Jovignot, Pierre Alloing... qui, praticiens d'abord des institutions d'éducation spécialisée, sont devenus directeurs d'écoles, ont-ils éprouvé la nécessité d'éveiller dans les années 60 du siècle dernier toutes les écoles d'éducateurs de France à une action commune en vue d'obtenir des pouvoirs publics un diplôme d'Etat assurant la reconnaissance de la profession, comme celui créé pour les assistantes sociales en 1932 ?

Pourquoi ont-ils estimé qu'il fallait faire reconnaître l'utilité sociale et la mission de service public des institutions spécialisées, des professionnels et des écoles ? Qu'est-ce qui les a inspirés dans la « fabrication » de cette mission, qu'est-ce qui les a rassemblés, quelles ont été leurs sources d'inspiration ?

Quel sens revêtent aujourd'hui les démarches, les combats, les controverses que ces acteurs ont menés pour arriver à la création d'un diplôme d'Etat ? Et aussi les représentations de « l'enfance inadaptée » qui ont prévalu socialement et politiquement ? Que devient la notion de « droit à une éducation » mise en œuvre par des professionnels spécialement formés à cette fin : praticiens à la fois généralistes et spécialisés disposant d'une formation pratique et théorique poussée qui était la finalité de leur projet ? Quel style d'École ont-ils promu : formation d'adultes, alternance théorie/pratique, importance des sciences humaines, rapport à la profession mais aussi à l'université... ?

Ce colloque veut permettre la mise en lumière de ce segment d'histoire par des historiens ayant travaillé sur les archives disponibles, afin de faire ressortir les éléments principaux de la fabrication d'un diplôme d'Etat et d'une profession reconnue après des années de bricolage.

Nous nous interrogerons sur ce qui dans cette histoire serait définitivement clos par ce qu'on appelle « le nouveau paradigme » de l'action publique et managériale qui conçoit une population à prendre en charge comme relevant de la gestion « des risques et des stocks », donc d'« opérateurs » formés à la gestion, à la communication, à la coordination.

Une impasse pour ce qui faisait le cœur du métier : l'éducation ? Un projet éducatif émancipateur ?

Quelle formidable occasion de réfléchir ensemble sur cette question : en quoi le passé constitue-t-il un tremplin pour l'avenir ? Puisse ce colloque, donner aux jeunes la confiance et l'énergie pour continuer !

Le programme du colloque sera diffusé début mars prochain. La matinée sera consacrée à l'histoire de la fabrication du DEES et à ses réformes successives avec des témoignages oraux et audio-visuels, l'après-midi aux enjeux sociétaux et aux perspectives d'avenir de ce diplôme. Il aura lieu au Conseil régional du Grand Est.

A lire ou relire : le supplément de la Lettre n°44 (avril 2013) sur le site du CNAHES, rubrique « La Lettre », intitulé « Deux artisans du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé : Marc Ehrhard et Etienne Jovignot ».